



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

Arrêté préfectoral imposant à la société FIGETI des prescriptions complémentaires pour la mise en sécurité de son site de WILLEMS, 4 rue Louis Clermont

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles R 512-31 et R 512-74 ;

VU les différentes décisions préfectorales réglementant les activités de la société CADDY
siège social : 4 rue Louis Clermont à WILLEMS (59780), pour son établissement situé à la même
adresse, devenu société FIGETI dont le siège social est 68 Grand Rue à STEIGE (67220) ;

VU le rapport du 3 avril 2008 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la
recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la
protection de l'environnement, duquel il ressort qu'à la suite d'une visite effectuée sur le site de
WILLEMS, 4 rue Louis Clermont, le 3 avril 2008 par l'inspection des installations classées, il a été
constaté :

- la présence d'un grand volume de déchets de papier et cartons, déchets qui n'étaient pas
présents lors de l'inspection du 30 novembre 2006,
- la présence d'un forage d'alimentation en eaux industrielles non rebouché dissimulé sous des
plaques ;

VU les lettres d'observations des 14 mai et 6 octobre 2008 émanant de la société FIGETI ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et
technologiques du Nord lors de sa séance du 20 mai 2008 ;

VU les courriels des 21 mai, 24 septembre et 22 octobre 2008 de Monsieur le directeur
régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des
installations classées pour la protection de l'environnement proposant une nouvelle version
modifiée du projet d'arrêté complémentaire relatif à la mise en sécurité de l'ancien site CADDY à
WILLEMS, 4 rue Louis Clermont ;

CONSIDERANT que le site présente des risques pour l'environnement et la sécurité :

- risque d'incendie dû à la présence de matériaux combustibles (papier, carton),
- risque de contamination des eaux souterraines via le forage non rebouché,

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

La société FIGETI, dont le siège est 68 Grand Rue, 67220 STEIGE, et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la mise en sécurité de son site du 4, rue Louis Clermont, 59780 WILLEMS.

ARTICLE 2 – MISE EN SECURITE

L'exploitant assure la fermeture du site et l'interdiction de ses accès aux personnes non autorisées.

ARTICLE 3 – ENLEVEMENT DES DECHETS PRESENTS SUR LE SITE

Les déchets présents sur le site seront évacués et éliminés selon des filières correspondant à leur nature. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

En fin d'élimination des déchets, l'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées les bordereaux (BSD) justifiant que cette élimination a été effectuée.

ARTICLE 4 – CONDAMNATION DU FORAGE

L'exploitant fait procéder au rebouchage du forage d'alimentation en eaux industrielles dans les règles de l'art définies par le document n° R40821 de décembre 1999 du Bureau de Recherches Géologiques et Minières.

ARTICLE 5 – DELAIS

L'exploitant est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

ARTICLE 6 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 8

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 9

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de WILLEMS,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de WILLEMS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible sur le site par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le **23 OCT. 2008**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord,

Guillaume DEDEREN



